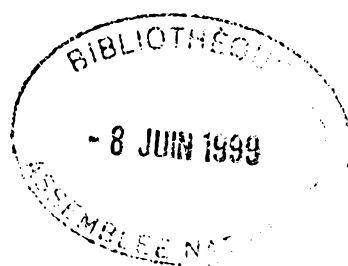


**CAHIER EXPLICATIF DES
CRÉDITS 1999-2000**

SOMMAIRE

DU MINISTÈRE DES FINANCES



CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1999-2000

SOMMAIRE

DU MINISTÈRE DES FINANCES

Table des matières

	Page
<u>Introduction</u>	1
 I- Renseignements généraux	 2
Mission du MFQ	3
Structure budgétaire et organisationnelle	3
- Organigramme	5
- Titre et titulaire des principales fonctions du ministère	6
Ressources financières	7
- Commentaires généraux	7
- Synthèse des variations budgétaires par programmes	8
- Répartition des crédits totaux par programmes, exercice 1999-2000	 11
- Répartition des crédits permanents par programmes, exercice 1999-2000	 12
- Répartition des crédits à voter par programmes, exercice 1999-2000	 13
- Comparaison du budget de dépenses prévues par programmes pour 1999-2000 par rapport au budget comparatif de dépenses et aux dépenses probables en 1998-1999	 14
- Comparaison des budgets de dépenses et d'investissements prévus par supercatégories pour 1999-2000 par rapport aux budgets comparatifs de dépenses et d'investissements en 1998-1999	 15
- Comparaison du détail des crédits de transfert prévus par éléments de programme pour 1999-2000 par rapport aux crédits de transfert comparatifs en 1998-1999	 16
- Comparaison des crédits de transfert prévus par éléments de programme et catégories de dépenses pour 1999-2000 par rapport aux crédits de transfert comparatifs en 1998-1999	 17

II-	Programme 01 - Politiques économiques et fiscales	18
	Objectif du programme	19
	Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	19
	Élément 01	20
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	20
	- Explications des variations budgétaires	21
	Élément 02	22
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	22
	- Explications des variations budgétaires	23
	Élément 03	24
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	24
	- Explications des variations budgétaires	24
	Élément 04	25
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	25
	- Explications des variations budgétaires	25
III-	Programme 02 - Politiques et opérations financières	26
	Objectif du programme	27
	Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	27
	Élément 01	28
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	28
	- Explications des variations budgétaires	29
	Élément 02	30
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	30
	- Explications des variations budgétaires	30
IV-	Programme 03 - Contrôleur des finances	31
	Objectif du programme	32
	Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	32
	Élément 01	33
	- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	33
	- Explications des variations budgétaires	34

Élément 02	35
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	35
- Explications des variations budgétaires	36
Élément 03	37
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	37
- Explications des variations budgétaires	37
V- Programme 04 - Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	38
Objectif du programme	39
Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	39
Élément 01	40
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	40
- Explications des variations budgétaires	40
Élément 02	41
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	41
- Explications des variations budgétaires	41
VI- Programme 05 - Gestion interne et soutien	42
Objectif du programme	43
Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	43
Explications des variations budgétaires	44
VII- Programme 07 – Soutien au développement de l'économie	45
Objectif du programme	46
Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	46
Élément 01	47
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	47
- Explications des variations budgétaires	47
Élément 02	48
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	48
- Explications des variations budgétaires	48

Élément 03	49
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	49
- Explications des variations budgétaires	49
Élément 04	50
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	50
- Explications des variations budgétaires	50
Élément 05	51
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	51
- Explications des variations budgétaires	51
VIII- Programme 08 – Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	52
Objectif du programme	53
Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	53
Explications des variations budgétaires	53
IX- Programme 09 – Provision pour des initiatives concernant les revenus	54
Objectif du programme	55
Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par éléments	55
Élément 01	56
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	56
- Explications des variations budgétaires	56
Élément 02	57
- Tableau comparatif des crédits 1999-2000 et 1998-1999 par supercatégories	57
- Explications des variations budgétaires	57
X- Les Fonds spéciaux	58
Le Fonds de financement	59
Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial : prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999	59
Le Fonds des technologies de l'information	60
Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial : prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999	60
Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux	61
Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial : prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999	61
Le Fonds spécial olympique	62
Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial : prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999	62

INTRODUCTION

L'étude des crédits en commission parlementaire permet l'examen des orientations, des programmes, des politiques et des activités d'un ministère. Le cahier explicatif des crédits est un outil qui aide plus particulièrement à comprendre la composition budgétaire et organisationnelle qui sous-tend les programmes et activités et son évolution par rapport à l'année précédente.

Ce document se compose de dix sections: les renseignements généraux, une section pour chacun des huit programmes du ministère et une section pour les fonds spéciaux. Un autre programme, le programme 06 "Inspecteur général des institutions financières", fait l'objet d'un document à part.

Les renseignements généraux énoncent d'abord la mission du MFQ et présentent par la suite la structure budgétaire et organisationnelle du ministère ainsi que le titre et le titulaire des principales fonctions du ministère.

Au chapitre des ressources financières, la composition des crédits 1999-2000 – le budget de dépenses moins les dépenses d'amortissement plus le budget d'investissements – est commentée et une synthèse des principales variations budgétaires entre l'exercice 1999-2000 et l'exercice précédent est ensuite proposée par programmes. Cette section se poursuit par la présentation de tableaux illustrant la répartition par programmes des crédits votés et permanents de l'exercice 1999-2000.

Par la suite, deux tableaux proposent une comparaison d'une part, entre le budget de dépenses prévues par programmes pour 1999-2000 par rapport aux budgets comparatifs de dépenses et aux dépenses probables en 1998-1999, et d'autre part, entre les budgets de dépenses et d'investissements pour 1999-2000 prévus par supercatégories de dépenses par rapport aux budgets comparatifs 1998-1999. Enfin, cette section se termine par la présentation de deux tableaux comparatifs du détail des crédits de transfert par éléments de programme et catégories de dépenses pour 1999-2000 par rapport aux crédits de transfert comparatifs en 1998-1999.

Les sections suivantes présentent chacun des huit programmes et des quatre fonds spéciaux du Ministère. L'objectif du programme et du fonds spécial est énoncé et les crédits 1999-2000 sont comparés aux crédits et aux dépenses probables de l'année précédente et par éléments de programme, les crédits sont également comparés de la même façon par supercatégories de dépenses et des explications aux variations budgétaires sont présentées.

I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

MISSION DU MFQ

Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances a pour mission d'élaborer et de soumettre au gouvernement les politiques et les mesures visant à réunir les conditions les plus pertinentes au développement économique du Québec. Il est également chargé de la planification, de la coordination et de la mise en œuvre de ces politiques et de ces mesures avec les ministres concernés.

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le ministre des Finances effectue des recherches et conseille le gouvernement en matière de politiques économiques, fiscales et budgétaires. Il prépare les prévisions budgétaires présentées à l'Assemblée nationale et propose les voies et moyens nécessaires à leur réalisation. Il gère le Fonds consolidé du revenu, réalise les opérations de financement du gouvernement, gère la dette, dirige le Bureau général de dépôts du Québec et effectue la préparation des Comptes publics. La Loi sur l'administration financière prévoit également la nomination d'un Contrôleur des finances au Ministère, chargé notamment de tenir la comptabilité du gouvernement. Le ministre des Finances assure en outre la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières du gouvernement et qui n'est pas assigné par la loi au Conseil du trésor, au Vérificateur général ou à un autre ministère.

De plus, le ministre des Finances agit à titre d'actionnaire de diverses sociétés d'État et administre diverses lois relatives au secteur financier et aux sociétés qui relèvent de son autorité. Il est responsable devant l'Assemblée nationale de l'Inspecteur général des institutions financières qui est chargé de la surveillance et de l'inspection des institutions financières et de l'administration du registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Le ministre des Finances est également responsable de la Commission des valeurs mobilières du Québec, dont le mandat est de favoriser le bon fonctionnement du marché des valeurs mobilières, et du Bureau des services financiers, dont le mandat est de veiller à la protection du public dans le domaine de la distribution des produits et services financiers.

STRUCTURE BUDGÉTAIRE ET ORGANISATIONNELLE

Le ministère comprend les huit programmes et trois fonds spéciaux suivants:

Programme 01 - Politiques économiques et fiscales

- Élément 01 - Politiques fiscales
- Élément 02 - Politiques économiques
- Élément 03 - Bureau de développement de la nouvelle économie
- Élément 04 - Institut de la statistique du Québec

Programme 02 - Politiques et opérations financières

- Élément 01 - Politiques et opérations financières
- Élément 02 - Frais de services bancaires

Programme 03 - Contrôleur des finances

- Élément 01 - Comptabilité gouvernementale et gestion interne
- Élément 02 - Systèmes d'information
- Élément 03 - Contrôle et vérification

Programme 04 - Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

- Élément 01 - Service de la dette directe
- Élément 02 - Intérêts sur le compte des régimes de retraite

Programme 05 - Gestion interne et soutien

Élément 01 - Gestion interne et soutien

Programme 07 - Soutien au développement de l'économie

Élément 01 - Investissement-Québec

Élément 02 - Garanties de prêts aux entreprises de la nouvelle économie

Élément 03 - Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

Élément 04 - Frais relatifs au "chèque emploi service"

Élément 05 - Aide aux organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie

Programme 08 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi

Élément 01 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements

Programme 09 - Provision pour des initiatives concernant les revenus

Élément 01 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement

Élément 02 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères en vue de réaliser des mesures de tarification

Les Fonds spéciaux

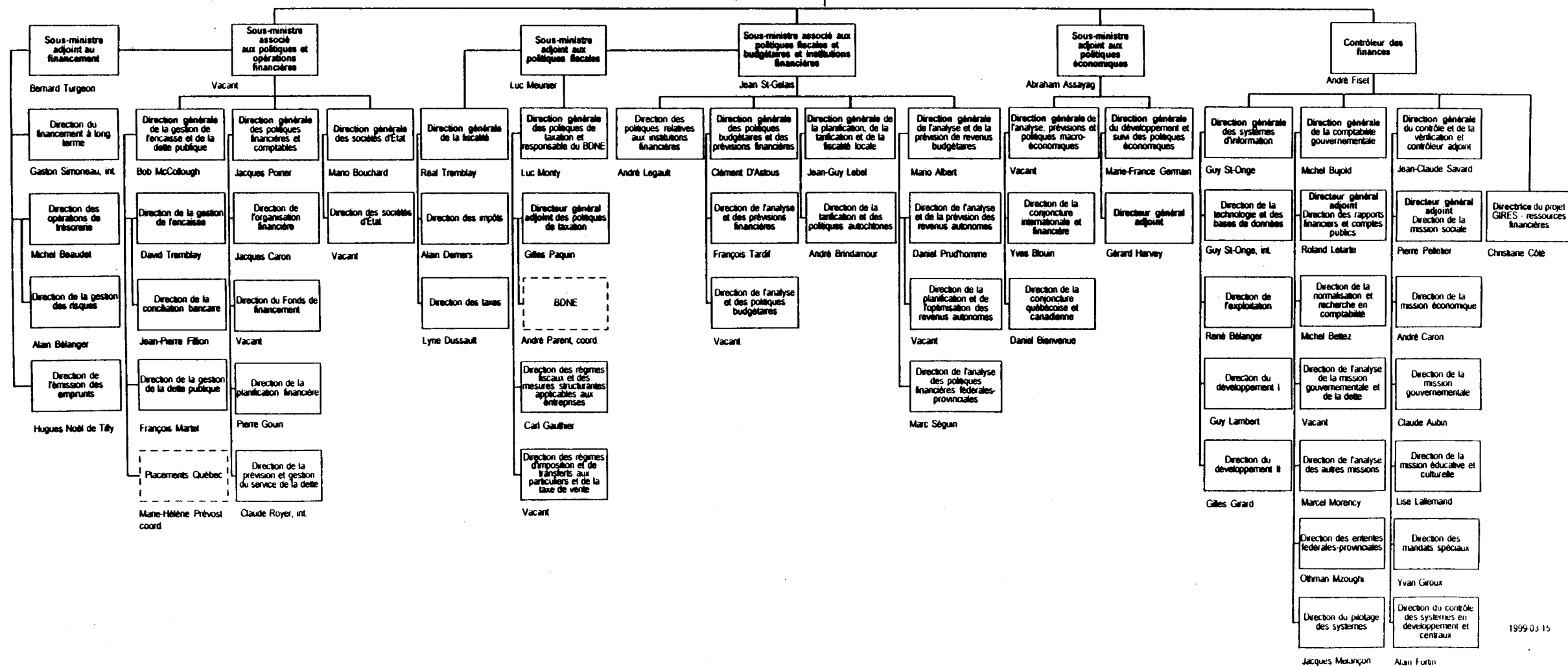
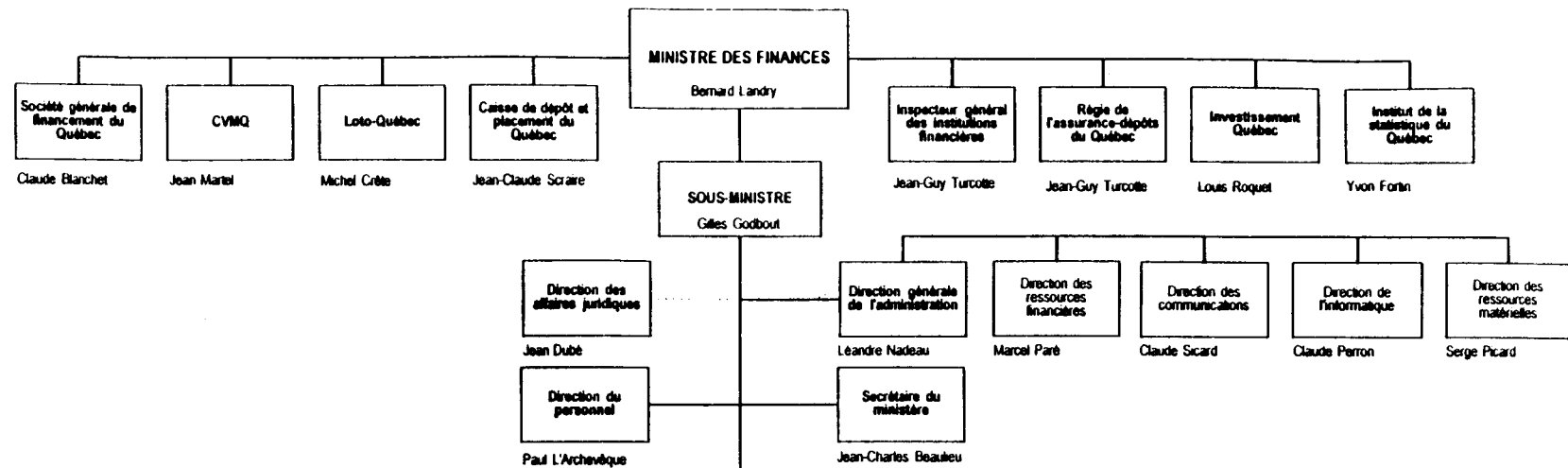
Fonds de financement

Fonds des technologies de l'information

Fonds de l'industrie des courses de chevaux

Fonds spécial olympique

Nous retrouvons aux pages suivantes l'organigramme qui illustre la structure organisationnelle du ministère des Finances ainsi qu'un tableau présentant le titre et le titulaire des principales fonctions du ministère.



TITRE ET TITULAIRE DES PRINCIPALES FONCTIONS**MINISTÈRE DES FINANCES**

MINISTRE**M. BERNARD LANDRY****SOUS-MINISTRE****M. GILLES GODBOUT****SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ
AUX POLITIQUES ET OPÉRATIONS
FINANCIÈRES****POSTE VACANT****SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ
AUX POLITIQUES FISCALES
ET BUDGÉTAIRES ET
INSTITUTIONS FINANCIÈRES****M. JEAN ST-GELAIS****SOUS-MINISTRE ADJOINT
AUX POLITIQUES FISCALES****M. LUC MEUNIER****SOUS-MINISTRE ADJOINT
AUX POLITIQUES ÉCONOMIQUES****M. ABRAHAM ASSAYAG****SOUS-MINISTRE ADJOINT
AU FINANCEMENT****M. BERNARD TURGEON****CONTRÔLEUR DES FINANCES****M. ANDRÉ FISET****DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'ADMINISTRATION****M. LÉANDRE NADEAU**

RESSOURCES FINANCIÈRES

Commentaires généraux

Les crédits totaux des programmes 01, 02, 03, 04, 05, 07, 08 et 09 passent de 6 995 851,7 \$ en 1998-1999 à 7 329 816,6 \$ en 1999-2000, ce qui représente une augmentation de 333 964,9 \$ ou 4,77% par rapport aux crédits de 1998-1999.

Les crédits 1999-2000 se répartissent comme suit:

- crédits permanents : 6 941 290,4 \$ i.e. = 94,7%
- crédits à voter : 388 526,2 \$ i.e. = 5,3%

Des crédits permanents:

- 4 286 000,0 \$ sont alloués au service de la dette publique pour les intérêts et frais d'emprunt, soit 61,74%
- 2 648 000,0 \$ sont alloués au service de la dette pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite, soit 38,15%
- 4 053,0 \$ sont alloués aux frais relatifs au Chèque emploi service, soit 0,06%
- 3 227,8 \$ sont alloués aux frais bancaires, soit 0,05%
- 9,6 \$ sont alloués pour l'allocation statutaire du ministre.

Des crédits à voter:

- 23 460,8 \$ sont alloués au programme 01
Politiques économiques et fiscales, soit 6,04%
- 6 163,5 \$ sont alloués au programme 02
Politiques et opérations financières, soit 1,59%
- 15 967,5 \$ sont alloués au programme 03
Contrôleur des finances, soit 4,11%
- 17 642,6 \$ sont alloués au programme 05
Gestion interne et soutien, soit 4,54%
- 90 148,4 \$ sont alloués au programme 07
Soutien au développement de l'économie, soit 23,20%
- 190 690,0 \$ sont alloués au programme 08
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi, soit 49,08%
- 44 453,4 \$ sont alloués au programme 09
Provision pour des initiatives concernant les revenus, soit 11,44%

Synthèse des variations budgétaires par programmes

Les variations des crédits 1999-2000 par rapport aux crédits comparatifs 1998-1999 sont expliquées ci-dessous de façon sommaire pour chacun des programmes:

Programme 01 (+ 3 602,8 \$)

Politiques économiques et fiscales

	<u>(000 \$)</u>
- Crédits additionnels reliés à l'ajout de ressources nécessaires à l'analyse des impacts économiques et fiscaux des projets d'investissements, à la réforme comptable, à la tarification locale et à la conjoncture internationale	1 587,6
- Crédits additionnels requis par le Bureau de développement de la nouvelle économie pour assumer l'administration des nouvelles initiatives annoncées au Discours sur le budget, notamment les garanties de prêt, les Carrefours de la nouvelle économie et le Centre national des nouvelles technologies de Québec	1 074,9
- Crédits additionnels reliés à la création de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	500,0
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	317,0
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres réaménagements mineurs de crédits	152,3
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(29,0)
	<u>3 602,8</u>

Programme 02 (+ 790,4 \$)

Politiques et opérations financières

	<u>(000 \$)</u>
- Augmentation des frais de services bancaires	422,5
- Crédits additionnels reliés à l'ajout de ressources nécessaires à la réforme comptable	230,0
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	110,0
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres	56,6
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(28,7)
	<u>790,4</u>

Programme 03 (+ 204,0 \$)**Contrôleur des finances**

	<u>(000 \$)</u>
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	236,5
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes, et autres	66,2
- Crédits additionnels reliés à l'ajout d'une ressource nécessaire à la réforme comptable	60,5
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(159,2)
	<u>204,0</u>

Programme 04 (+ 284 000,0 \$)**Service de la dette et intérêts sur le compte
des régimes de retraite**

	<u>(000 \$)</u>
- Intérêts sur le compte des régimes de retraite : augmentation résultant principalement d'une augmentation du taux d'intérêt applicable et de l'obligation actuarielle moyenne du gouvernement à l'égard de ces régimes	234 000,0
- Service de la dette : augmentation résultant principalement d'une hausse des taux d'intérêt	50 000,0
	<u>284 000,0</u>

Programme 05 (+ 1 913,5 \$)**Gestion interne et soutien**

	<u>(000 \$)</u>
- Augmentation des coûts de contributions de l'employeur et des dépenses de fonctionnement (loyers, formation et diverses autres dépenses) gérés centralement	715,2
- Augmentation des coûts des services de communications (+ 300,0 \$) et des coûts relatifs à la publication de lois (+ 80,0 \$)	380,0
- Crédits additionnels reliés à un réaménagement de postes du programme 06 ...	329,2
- Augmentation des charges d'amortissement et d'intérêt au Fonds des technologies de l'information	218,2
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	216,9
- Augmentation des coûts reliés à la modification de postes	54,0
	<u>1 913,5</u>

Programme 07 (- 34 599,2 \$)*Soutien au développement de l'économie*

	<u>(000 \$)</u>
- Réduction des dépenses de créances douteuses et des frais d'intérêts chargés sur les mandats gouvernementaux	(44 452,2)
- Initiatives nouvelles annoncées au discours sur le budget 1999-2000 : Zone de commerce international à Mirabel, Garantie de prêts aux entreprises de la nouvelle économie et Aide aux organismes et entreprises engagées dans le développement de l'économie	10 200,0
- Coûts reliés au "chèque emploi service" : révision de la prévision de dépense qui tient compte de la dépense probable 1998-1999	(347,0)
	<u>(34 599,2)</u>

Programme 08 (+ 74 600,0 \$)*Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi*

	<u>(000 \$)</u>
- Cette variation de 74 600,0 \$ s'explique par une augmentation de l'enveloppe d'engagements du programme sur 5 ans annoncée aux Discours sur le budget 1998-1999 et 1999-2000. L'augmentation des dépenses est nécessaire afin de pourvoir aux déboursés sur les engagements pris depuis la création du programme et ceux prévus au cours de la prochaine année	74 600,0
	<u>74 600,0</u>

Programme 09 (+ 3 453,4 \$)*Provision pour des initiatives concernant les revenus*

	<u>(000 \$)</u>
- L'augmentation des dépenses résulte de la mise en place d'une nouvelle provision annoncée au Discours sur le budget 1999-2000 visant à compenser les ministères pour les dépenses additionnelles reliées à la tarification	3 453,4
	<u>3 453,4</u>

RÉPARTITION DES CRÉDITS TOTAUX PAR PROGRAMMES
EXERCICE 1999-2000

Programmes	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	1999-2000	Crédits totaux	%
			Plus : Investissements		
			(000 \$)		
01 - Politiques économiques et fiscales	23 460,8	-	-	23 460,8	0,32
02 - Politiques et opérations financières	9 391,3	-	-	9 391,3	0,13
03 - Contrôleur des finances	15 967,5	-	-	15 967,5	0,22
04 - Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 934 000,0	-	-	6 934 000,0	94,60
05 - Gestion interne et soutien	18 762,1	1 193,9	84,0	17 652,2	0,24
07 - Soutien au développement de l'économie	94 201,4	-	-	94 201,4	1,28
08 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	190 690,0	-	-	190 690,0	2,60
09 - Provision pour des initiatives concernant les revenus	44 453,4	-	-	44 453,4	0,61
	7 330 926,5	1 193,9	84,0	7 329 816,6	100,00
Moins : Crédits permanents	6 941 290,4	-	-	6 941 290,4	94,70
Crédits à voter	389 636,1	1 193,9	84,0	388 526,2	5,30

**RÉPARTITION DES CRÉDITS PERMANENTS PAR PROGRAMMES
EXERCICE 1999-2000**

Programmes	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	1999-2000		Crédits totaux	%
			Plus :	Investissements		
			(000 \$)			
02 - Politiques et opérations financières	3 227,8	-	-	-	3 227,8	0,05
04 - Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 934 000,0	-	-	-	6 934 000,0	99,89
05 - Gestion interne et soutien	9,6	-	-	-	9,6	-
07 - Soutien au développement de l'économie	4 053,0	-	-	-	4 053,0	0,06
TOTAL	6 941 290,4	-	-	-	6 941 290,4	100,00

**RÉPARTITION DES CRÉDITS À VOTER PAR PROGRAMMES
EXERCICE 1999-2000**

Programmes	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	1999-2000		Crédits totaux	%
			Plus : Investissements			
			(000 \$)			
01 - Politiques économiques et fiscales	23 460,8	-	-		23 460,8	6,04
02 - Politiques et opérations financières	6 163,5	-	-		6 163,5	1,59
03 - Contrôleur des finances	15 967,5	-	-		15 967,5	4,11
05 - Gestion interne et soutien	18 752,5	1 193,9	84,0		17 642,6	4,54
07 - Soutien au développement de l'économie	90 148,4	-	-		90 148,4	23,20
08 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	190 690,0	-	-		190 690,0	49,08
09 - Provision pour des initiatives concernant les revenus	44 453,4	-	-		44 453,4	11,44
TOTAL	389 636,1	1 193,9	84,0		388 526,2	100,00

**COMPARAISON DU BUDGET DE DÉPENSES PRÉVUES PAR PROGRAMMES
POUR 1999-2000 PAR RAPPORT AU BUDGET COMPARATIF
DE DÉPENSES ET AUX DÉPENSES PROBABLES EN 1998-1999**

Programmes	Budget de dépenses			Dépenses probables
	1999-2000	1998-1999	Variation	1998-1999
	(000 \$)			(000 \$)
01 - Politiques économiques et fiscales	23 460,8	19 858,0	3 602,8	21 369,4
02 - Politiques et opérations financières	9 391,3	8 600,9	790,4	8 408,1
03 - Contrôleur des finances	15 967,5	15 763,5	204,0	15 763,5
04 - Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 934 000,0	6 650 000,0	284 000,0	6 650 000,0
05 - Gestion interne et soutien	18 762,1	16 872,6	1 889,5	16 869,1
07 - Soutien au développement de l'économie	94 201,4	128 800,6	(34 599,2)	145 390,4
08 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	190 690,0	116 090,0	74 600,0	94 865,0
09 - Provision pour des initiatives concernant les revenus	44 453,4	41 000,0	3 453,4	2 729,8
TOTAL	7 330 926,5	6 996 985,6	333 940,9	6 955 395,3

Note : Les programmes 08 et 09 contiennent des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres programmes et les dépenses qui y sont comptabilisées en 1998-1999 comprennent de tels virements; ceux effectués à partir du programme *Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi* s'élèvent à 21,2 M\$ et à partir du programme *Provision pour des initiatives concernant les revenus*, à 35,5 M\$.

**COMPARAISON DES BUDGETS DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS
PRÉVUS PAR SUPERCATÉGORIES POUR 1999-2000 PAR RAPPORT AUX
BUDGETS COMPARATIFS DE DÉPENSES ET D'INVESTISSEMENTS EN 1998-1999**

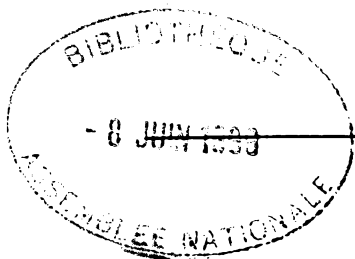
Supercatégories	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000,0 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	38 594,9	34 105,8	4 489,1
Fonctionnement	65 352,5	60 677,5	4 675,0
Service de la dette	6 934 000,0	6 650 000,0	284 000,0
Affectation à un fonds spécial	1 149,8	742,4	407,4
Transfert	259 329,3	183 459,9	75 869,4
Créances douteuses et autres	32 500,0	68 000,0	(35 500,0)
TOTAL	7 330 926,5	6 996 985,6	333 940,9
<u>Budget d'investissements</u>			
Immobilisations	80,0	80,0	-
Prêts, Placements et Avances	4,0	1,0	3,0
TOTAL	84,0	81,0	3,0

**COMPARAISON DU DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRANSFERT PRÉVUS PAR ÉLÉMENTS DE PROGRAMME
POUR 1999-2000 PAR RAPPORT AUX CRÉDITS DE TRANSFERT COMPARATIFS EN 1998-1999**

<u>Programmes/Éléments</u>		<u>Détail des crédits de transfert</u>	<u>1999-2000</u>	<u>1998-1999</u> (000 \$)	<u>Variations</u>
Prog. 01-04 -	Institut de la statistique du Québec	Subvention de fonctionnement - Institut de la statistique du Québec	10 920,9	10 899,3	21,6
Prog. 05-01 -	Gestion interne et soutien	Autres crédits de transfert	70,0	70,0	-
Prog. 07-01 -	Investissement-Québec	Subvention de fonctionnement - Investissement-Québec	23 505,6	22 623,5	882,1
		Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	55 242,8	61 577,1	(6 334,3)
		Total du programme 07-01	<u>78 748,4</u>	<u>84 200,6</u>	<u>(5 452,2)</u>
Prog. 07-03 -	Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	5 500,0	-	5 500,0
Prog. 07-05 -	Aide aux organismes et entreprises engagés dans le le développement de l'économie	Institut de finance mathématique de Montréal	1 100,0	1 100,0	-
		Centre financier international - Montréal	100,0	100,0	-
		Autres crédits de transfert	1 200,0	-	1 200,0
		Total du programme 07-05	<u>2 400,0</u>	<u>1 200,0</u>	<u>1 200,0</u>
Prog. 08-01 -	Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	161 690,0	87 090,0	74 600,0
TOTAL DES CRÉDITS DE TRANSFERT			<u>259 329,3</u>	<u>183 459,9</u>	<u>75 869,4</u>

**COMPARAISON DES CRÉDITS DE TRANSFERT PRÉVUS PAR ÉLÉMENTS DE PROGRAMME ET CATÉGORIES DE DÉPENSES
POUR 1999-2000 PAR RAPPORT AUX CRÉDITS DE TRANSFERT COMPARATIFS EN 1998-1999**

<u>Programmes/Éléments</u>	<u>Catégorie de dépenses</u>	<u>1999-2000</u>	<u>1998-1999</u> (000 \$)	<u>Variations</u>
Prog. 01-04 - Institut de la statistique du Québec	Rémunération	8 303,7	8 373,4	(69,7)
	Fonctionnement	2 617,2	2 525,9	91,3
Prog. 05-01 - Gestion interne et soutien	Support	70,0	70,0	-
Prog. 07-01 - Investissement-Québec	Rémunération	17 622,8	17 263,2	359,6
	Fonctionnement	5 882,8	5 360,3	522,5
	Support	55 242,8	61 577,1	(6 334,3)
Prog. 07-03 - Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	Rémunération	500,0	-	500,0
	Fonctionnement	1 100,0	-	1 100,0
	Capital	3 000,0	-	3 000,0
	Support	900,0	-	900,0
Prog. 07-05 - Aide aux organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie	Support	2 400,0	1 200,0	1 200,0
Prog. 08-01 - Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi	Capital	120 760,0	65 340,0	55 420,0
	Support	40 930,0	21 750,0	19 180,0
TOTAL DES CRÉDITS DE TRANSFERT VENTILÉS PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES				
	Rémunération	26 426,5	25 636,6	789,9
	Fonctionnement	9 600,0	7 886,2	1 713,8
	Capital	123 760,0	65 340,0	58 420,0
	Support	99 542,8	84 597,1	14 945,7
		<u>259 329,3</u>	<u>183 459,9</u>	<u>75 869,4</u>



II - PROGRAMME 01
POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES

PROGRAMME 01 - POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES

Objectif du programme

Ce programme vise à conseiller le Gouvernement en matière de politiques financières, économiques et fiscales ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral. Il vise également à administrer les programmes de dégrèvements fiscaux du gouvernement dans les secteurs de la nouvelle économie et de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel. Enfin, il vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

TAB. 1.1. TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS

Éléments	1999-2000			1998-1999	Variation	
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits	
				Crédits	Crédits	
			(000 \$)			
01- Politiques fiscales	6 996,0	-	-	6 996,0	5 878,4	1 117,6
02- Politiques économiques	3 488,9	-	-	3 488,9	2 100,2	1 388,7
03- Bureau de développement de la nouvelle économie	2 055,0	-	-	2 055,0	980,1	1 074,9
04- Institut de la statistique du Québec	10 920,9	-	-	10 920,9	10 899,3	21,6
	<u>23 460,8</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>23 460,8</u>	<u>19 858,0</u>	<u>3 602,8</u>
Crédits à voter				<u>23 460,8</u>	<u>19 858,0</u>	<u>3 602,8</u>

Élément 01 - Politiques fiscales

Activités de l'élément

Conseiller le gouvernement en matière de politiques fiscales et budgétaires et effectuer les travaux requis relativement au Discours sur le budget; évaluer l'impact et la dynamique des programmes de transferts du gouvernement fédéral au Québec; analyser et conseiller le gouvernement en ce qui concerne les institutions financières et la distribution des produits et services financiers; appuyer les projets d'investissements des entreprises locales et étrangères dans les secteurs de la nouvelle économie et des services financiers.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale de la fiscalité
 - Direction des impôts
 - Direction des taxes
- Direction générale des politiques de taxation
 - Direction des régimes fiscaux et des mesures structurelles applicables aux entreprises
 - Direction des régimes d'imposition et de transferts aux particuliers et de la taxe de vente
- Direction des politiques relatives aux institutions financières
- Direction générale des politiques budgétaires et des prévisions financières
 - Direction de l'analyse et des prévisions financières
 - Direction de l'analyse et des prévisions budgétaires
- Direction générale de la planification, de la tarification et de la fiscalité locale
 - Direction de la tarification et des politiques autochtones
- Direction générale de l'analyse et de la prévision de revenus budgétaires
 - Direction de l'analyse et de la prévision des revenus autonomes
 - Direction de la planification et de l'optimisation des revenus autonomes
 - Direction de l'analyse des politiques financières fédérales-provinciales

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	6 679,0	5 767,8	911,2
Fonctionnement excluant l'Amortissement	290,7	110,6	180,1
Amortissement	-	-	-
Affectation à un fonds spécial	26,3	-	26,3
Total	6 996,0	5 878,4	1 117,6
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	6 996,0	5 878,4	1 117,6
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 1 117,6 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

\$

Supercatégorie « Rémunération »: (+ 911,2 \$)

- Crédits additionnels reliés à l'ajout de ressources nécessaires à l'analyse des impacts fiscaux des projets d'investissement, à la réforme comptable et à la tarification locale	690,0
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	227,0
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres	23,2
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(29,0)
	<hr/>
	911,2
	<hr/>

Supercatégorie « Fonctionnement – excluant l'Amortissement »: (+ 180,1 \$)

- Crédits additionnels de fonctionnement reliés à l'ajout de personnel	180,1
	<hr/>
	180,1
	<hr/>

Supercatégorie « Affectation à un fonds spécial »: (+ 26,3 \$)

- Crédits additionnels requis afin de rencontrer les charges d'amortissement et d'intérêt au Fonds des technologies de l'information	26,3
	<hr/>
	26,3
	<hr/>

Élément 02 - Politiques économiques

Activités de l'élément

Conseiller le gouvernement en matière de politiques économiques afin de corriger les problèmes structurels, d'accroître le potentiel de croissance du Québec et d'assurer le développement de toutes les régions du Québec; suivre et analyser l'évolution de la situation économique et produire des prévisions; évaluer l'impact économique des projets d'investissements, notamment ceux de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale de l'analyse, des prévisions et politiques macro-économiques
 - Direction de la conjoncture internationale et financière
 - Direction de la conjoncture québécoise et canadienne
- Direction générale du développement et du suivi des politiques économiques

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	3 044,4	1 898,2	1 146,2
Fonctionnement excluant l'Amortissement	444,5	202,0	242,5
Amortissement	-	-	-
Total	3 488,9	2 100,2	1 388,7
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	3 488,9	2 100,2	1 388,7
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 1 388,7 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

\$

Supercatégorie « Rémunération »: (+ 1 146,2 \$)

- Crédits additionnels reliés à l'ajout de ressources nécessaires à l'analyse des impacts économiques des projets d'investissements et de la conjoncture internationale	575,0
- Crédits additionnels reliés à la création de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	400,0
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	90,0
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres	81,2
	<hr/>
	1 146,2
	<hr/>

Supercatégorie « Fonctionnement - excluant l'Amortissement »: (+ 242,5 \$)

- Crédits additionnels de fonctionnement reliés à l'ajout de personnel et à la création de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	242,5
	<hr/>
	242,5
	<hr/>

Élément 03 - Bureau de développement de la nouvelle économie

Activités de l'élément

Promouvoir le développement de la nouvelle économie par des dégrèvements fiscaux.

Structure de l'élément

Une seule unité administrative compose cet élément de programme soit le Bureau de développement de la nouvelle économie.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
		(000 \$)	
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	1 429,0	500,0	929,0
Fonctionnement excluant l'Amortissement	626,0	480,1	145,9
Amortissement	-	-	-
Total	2 055,0	980,1	1 074,9
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	2 055,0	980,1	1 074,9
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 1 074,9 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par un besoin de crédits additionnels par le Bureau de développement de la nouvelle économie pour assumer l'administration des nouvelles initiatives annoncées au Discours sur le budget, notamment les garanties de prêt, les Carrefours de la nouvelle économie et le Centre national des nouvelles technologies de Québec. Ces initiatives permettront de simplifier et d'accélérer les mécanismes actuels d'octroi des crédits d'impôt ainsi que des garanties de prêt visant à assurer le financement intérimaire des entreprises de la nouvelle économie.

Élément 04 - Institut de la statistique du Québec

Activités de l'élément

Fournir des informations statistiques fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes; établir et tenir à jour le bilan démographique du Québec et informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés syndiqués des secteurs public et parapublic.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES			
	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Transfert	10 920,9	10 899,3	21,6
Total	10 920,9	10 899,3	21,6
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	10 920,9	10 899,3	21,6
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 21,6 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 résulte d'une légère hausse des dépenses de transfert - fonctionnement.

III - PROGRAMME 02

POLITIQUES ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME 02 - POLITIQUES ET OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Objectif du programme

Ce programme vise l'élaboration des politiques financières et la réalisation des opérations liées à l'administration du Fonds consolidé du revenu et à la gestion de la dette du Gouvernement.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS

Éléments	1999-2000			1998-1999	Variation	
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits	
				Crédits	Crédits	
			(000 \$)			
01- Politiques et opérations financières	6 163,5	-	-	6 163,5	5 795,6	367,9
02- Frais de services bancaires	3 227,8	-	-	3 227,8	2 805,3	422,5
	<u>9 391,3</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>9 391,3</u>	<u>8 600,9</u>	<u>790,4</u>
Moins: Crédits permanents						
Élément 02 ⁽¹⁾				<u>3 227,8</u>	<u>2 805,3</u>	<u>422,5</u>
Crédits à voter				<u>6 163,5</u>	<u>5 795,6</u>	<u>367,9</u>

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

Élément 01 - Politiques et opérations financières

Activités de l'élément

Réaliser le financement du gouvernement et assurer la coordination du financement de l'ensemble du secteur public; gérer la dette du gouvernement en minimisant les coûts et les risques; conseiller le gouvernement à l'égard des responsabilités du ministre des Finances à titre d'actionnaire dans les sociétés d'État; gérer le programme FAIRE; effectuer la gestion des opérations de financement, de gestion de la dette et de trésorerie; orienter et contrôler la mise en marché, la distribution et la gestion des produits d'épargne du gouvernement (Placements Québec); gérer le Fonds de financement, Financement Québec et la dette liée aux régimes de retraite; procéder aux restructurations financières à la suite de la réforme comptable.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale de la gestion de l'encaisse et de la dette publique
 - Direction de la gestion de l'encaisse
 - Direction de la conciliation bancaire
 - Direction de la gestion de la dette publique
 - Placements Québec
- Direction générale des politiques financières et comptables
 - Direction de l'organisation financière
 - Direction de la planification financière
 - Direction du Fonds de financement
 - Direction de la prévision et gestion du service de la dette
- Direction générale des sociétés d'État
 - Direction des sociétés d'État
- Financement
 - Direction du financement à long terme
 - Direction des opérations de trésorerie
 - Direction de la gestion des risques
 - Direction de l'émission des emprunts

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	6 040,0	5 694,1	345,9
Fonctionnement excluant l'Amortissement	123,5	101,5	22,0
Amortissement	-	-	-
Total	6 163,5	5 795,6	367,9
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	6 163,5	5 795,6	367,9
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 367,9 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

	\$
<u>Supercatégorie « Rémunération »: (+ 345,9 \$)</u>	
- Crédits additionnels reliés à l'ajout de ressources nécessaires à la réforme comptable	208,0
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	110,0
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres	56,6
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(28,7)
	<hr/> 345,9 <hr/>
<u>Supercatégorie « Fonctionnement – excluant l'Amortissement »: (+ 22,0 \$)</u>	
- Crédits additionnels de fonctionnement nécessaires suite à l'ajout de personnel	22,0
	<hr/> 22,0 <hr/>

Élément 02 - Frais de services bancaires

Activités de l'élément

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des opérations bancaires du Gouvernement.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES			
	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Fonctionnement excluant l'Amortissement	3 227,8	2 805,3	422,5
Amortissement	-	-	-
Total	3 227,8	2 805,3	422,5
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux</u>	3 227,8	2 805,3	422,5
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			
Moins: Crédits permanents ⁽¹⁾	3 227,8	2 805,3	422,5
<u>Crédits à voter</u>	-	-	-

⁽¹⁾ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

Explications des variations budgétaires

Cette variation de 422,5 \$ résulte de l'indexation des frais de services bancaires (1,7% soit 122,5 \$) et de l'émission de chèques de remboursement pour la TVQ (+ 300,0 \$).

IV - PROGRAMME 03
CONTRÔLEUR DES FINANCES

PROGRAMME 03 - CONTRÔLEUR DES FINANCES
--

Objectif du programme

Ce programme vise à permettre au contrôleur des finances de fournir aux ministères et organismes les services de comptabilité, de développer et d'exploiter le système de comptabilité gouvernementale, de vérifier la régularité et la conformité des opérations financières aux lois, règlements, politiques et directives et de préparer les rapports financiers et les comptes publics.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS						
--	--	--	--	--	--	--

Éléments	1999-2000			1998-1999		Variation
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits	Crédits
(000 \$)						
01- Comptabilité gouvernementale et gestion interne	5 674,9	-	-	5 674,9	5 546,3	128,6
02- Systèmes d'information	5 130,8	-	-	5 130,8	5 195,0	(64,2)
03- Contrôle et vérification	5 161,8	-	-	5 161,8	5 022,2	139,6
	<u>15 967,5</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>15 967,5</u>	<u>15 763,5</u>	<u>204,0</u>
Crédits à voter				15 967,5	15 763,5	204,0

Élément 01 - Comptabilité gouvernementale et gestion interne

Activités de l'élément

Tenir la comptabilité du Gouvernement. Effectuer la révision du cadre comptable en tenant compte des orientations en matière d'imputabilité et de reddition des comptes. Préparer les Comptes publics.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale de la comptabilité gouvernementale
 - Direction de la normalisation et recherche en comptabilité
 - Direction des rapports financiers et comptes publics
 - Direction de l'analyse de la mission gouvernementale et de la dette
 - Direction de l'analyse des autres missions
 - Direction des ententes fédérales-provinciales
 - Direction du pilotage des systèmes

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	5 602,3	5 479,2	123,1
Fonctionnement excluant l'Amortissement	72,6	67,1	5,5
Amortissement	-	-	-
Total	5 674,9	5 546,3	128,6
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	5 674,9	5 546,3	128,6
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

Cette augmentation de 128,6 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

\$

Supercatégorie « Rémunération »: (+ 123,1 \$)

- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	126,5
- Crédits additionnels reliés à l'ajout d'une ressource nécessaire à la réforme comptable	55,0
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(58,4)
	<hr/>
	123,1
	<hr/>

Supercatégorie « Fonctionnement – excluant l'Amortissement »: (+ 5,5 \$)

- Crédits additionnels de fonctionnement reliés à l'ajout de personnel	5,5
	<hr/>
	5,5
	<hr/>

Élément 02 - Systèmes d'information

Activités de l'élément

Opérer le système informatique de gestion budgétaire et comptable du Gouvernement afin de rendre disponibles les informations financières et budgétaires aux ministères et aux organismes.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale des systèmes d'information
 - Direction de la technologie et des bases de données
 - Direction de l'exploitation
 - Direction du développement I
 - Direction du développement II

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	2 982,1	2 896,1	86,0
Fonctionnement excluant l'Amortissement	1 346,8	1 659,9	(313,1)
Amortissement	-	-	-
Affectation à un fonds spécial	801,9	639,0	162,9
Total	5 130,8	5 195,0	(64,2)
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	5 130,8	5 195,0	(64,2)
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

La diminution de 64,2 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

\$

Supercatégorie « Rémunération »: (+ 86,0 \$)

- Augmentation des crédits de rémunération reliés à un réaménagement des crédits d'investissement du FTI	150,2
- Ajustement de la rémunération – variation du bordereau, coût des systèmes et autres	36,6
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	(100,8)
	<u>86,0</u>

Supercatégorie « Fonctionnement – excluant l'Amortissement »: (- 313,1 \$)

- Réaménagement de crédits aux supercatégories « Rémunération » et « Affectation à un fonds spécial »	(313,1)
	<u>(313,1)</u>

Supercatégorie « Affectation à un fonds spécial »: (+ 162,9 \$)

- Crédits additionnels requis afin de rencontrer les charges d'amortissement et d'intérêt au Fonds des technologies de l'information	162,9
	<u>162,9</u>

Élément 03 - Contrôle et vérification

Activités de l'élément

Procéder à la vérification des opérations budgétaires et comptables des ministères et organismes afin de s'assurer du respect des lois et règlements.

Structure de l'élément

Les unités administratives qui composent cet élément de programme sont les suivantes:

- Direction générale du contrôle et de la vérification
 - Direction de la mission sociale
 - Direction de la mission économique
 - Direction de la mission gouvernementale
 - Direction de la mission éducative et culturelle
 - Direction du contrôle des systèmes en développement et centraux
 - Direction des mandats spéciaux

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	4 918,0	4 778,4	139,6
Fonctionnement excluant l'Amortissement	243,8	243,8	-
Amortissement	-	-	-
Total	5 161,8	5 022,2	139,6
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	5 161,8	5 022,2	139,6
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 139,6 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique principalement par un ajustement des coûts de rémunération relié à des modifications de postes (110,0 \$) et de la variation du bordereau et d'une augmentation des coûts de systèmes (29,6 \$).

V - PROGRAMME 04

SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS
SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

PROGRAMME 04 - SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS
SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Objectif du programme

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

TABEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS

Éléments	1999-2000			1998-1999	Variation
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits
				Crédits	Crédits

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi de police, (L.R.Q., c. P-13).

Élément 01 - Service de la dette directe

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des emprunts du gouvernement.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES			
	1999-2000	1998-1999 (000 \$)	Variation
<u>Budget de dépenses</u>			
Service de la dette	4 286 000,0	4 236 000,0	50 000,0
Total	4 286 000,0	4 236 000,0	50 000,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux</u>	4 286 000,0	4 236 000,0	50 000,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			
Moins: Crédits permanents ⁽¹⁾	4 286 000,0	4 236 000,0	50 000,0
<u>Crédits à voter</u>	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

Explications des variations budgétaires

Cette variation de 50,0 M\$ résulte principalement d'une augmentation des taux d'intérêt.

Élément 02 - Intérêts sur le compte des régimes de retraite

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des intérêts applicables au compte des régimes de retraite du gouvernement.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
		(000 \$)	
<u>Budget de dépenses</u>			
Service de la dette	2 648 000,0	2 414 000,0	234 000,0
Total	2 648 000,0	2 414 000,0	234 000,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux</u>	2 648 000,0	2 414 000,0	234 000,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			
Moins: Crédits permanents ⁽¹⁾	2 648 000,0	2 414 000,0	234 000,0
<u>Crédits à voter</u>	-	-	-

⁽¹⁾ Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi de police, (L.R.Q., c. P-13).

Explications des variations budgétaires.

Cette augmentation de 234,0 M\$ s'explique principalement par une augmentation du taux d'intérêt applicable et de l'obligation actuarielle moyenne du gouvernement à l'égard de ces régimes.

VI - PROGRAMME 05
GESTION INTERNE ET SOUTIEN

PROGRAMME 05 - GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Objectif du programme

Ce programme a pour objet d'assurer au Ministère le support professionnel et technique dont il a besoin dans les domaines des ressources humaines, de la gestion financière, des communications, de l'informatique et des ressources matérielles; gérer le Fonds des technologies de l'information et le Fonds de l'industrie des courses de chevaux; sont incluses dans les dépenses de ce programme, les contributions du gouvernement à titre d'employeur pour l'ensemble du Ministère.

Structure du programme

Les unités administratives qui composent ce programme sont les suivantes :

- Direction générale de l'administration
 - Direction des ressources financières
 - Direction des communications
 - Direction de l'informatique
 - Direction des ressources matérielles
- Direction du personnel
- Direction des affaires juridiques
- Cabinet du sous-ministre
- Cabinet du Ministre

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Rémunération	7 900,1	7 092,0	808,1
Fonctionnement excluant l'Amortissement	9 276,5	8 392,3	884,2
Amortissement	1 193,9	1 214,9	(21,0)
Affectation à un fonds spécial	321,6	103,4	218,2
Transfert	70,0	70,0	-
Total	18 762,1	16 872,6	1 889,5
<u>Budget d'investissements</u>			
Immobilisations	80,0	80,0	-
Prêts, Placements et Avances	4,0	1,0	3,0
Total	84,0	81,0	3,0
<u>Crédits totaux</u>	17 652,2	15 738,7	1 913,5
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			
Moins: Crédits permanents ⁽¹⁾	9,6	9,6	-
<u>Crédits à voter</u>	17 642,6	15 729,1	1 913,5

⁽¹⁾ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. E-18).

Explications des variations budgétaires

L'augmentation de 1 913,5 \$ entre les crédits 1999-2000 et les crédits 1998-1999 s'explique par les facteurs suivants:

\$

Supercatégorie « Rémunération »: (+ 808,1 \$)

- Crédits additionnels reliés à un réaménagement de postes provenant du programme 06	329,2
- Augmentation des coûts reliés aux contributions de l'employeur pour l'ensemble du Ministère suite à l'ajout de ressources	208,0
- Réaménagement de postes et crédits entre programmes du ministère	216,9
- Augmentation des coûts de rémunération reliés à la modification de postes	54,0
	<hr/>
	808,1
	<hr/>

Supercatégorie « Fonctionnement – excluant l'Amortissement »: (+ 884,2 \$)

- Suite à l'ajout de ressources pour l'ensemble du Ministère, augmentation des dépenses de fonctionnement gérées centralement :	
- Coûts des loyers de la SIQ	324,0
- Coûts de formation	60,0
- Diverses autres dépenses de fonctionnement	120,2
- Augmentation des coûts des services de communications	300,0
- Coûts imputés au ministère pour la publication des Lois	80,0
	<hr/>
	884,2
	<hr/>

Supercatégorie « Affectation à un fonds spécial »: (+ 218,2 \$)

- Crédits additionnels requis afin de rencontrer les charges d'amortissement et d'intérêt au Fonds des technologies de l'information	218,2
	<hr/>
	218,2
	<hr/>

VII - PROGRAMME 07
SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME 07 - SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE

Objectif du programme

Ce programme vise à coordonner l'action gouvernementale en matière de démarchage et d'aide à l'investissement et à soutenir divers organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS

Éléments	1999-2000			1998-1999		Variation
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits	Crédits
	(000 \$)					
01- Investissement-Québec	78 748,4	-	-	78 748,4	123 200,6	(44 452,2)
02- Garantie de prêts aux entreprises de la nouvelle économie	3 500,0	-	-	3 500,0	-	3 500,0
03- Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	5 500,0	-	-	5 500,0	-	5 500,0
04- Frais relatifs au "chèque emploi service"	4 053,0	-	-	4 053,0	4 400,0	(347,0)
05- Aide aux organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie	2 400,0	-	-	2 400,0	1 200,0	1 200,0
	<u>94 201,4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>94 201,4</u>	<u>128 800,6</u>	<u>(34 599,2)</u>
Moins: Crédits permanents Élément 04 ⁽¹⁾				<u>4 053,0</u>	<u>4 400,0</u>	<u>(347,0)</u>
Crédits à voter				90 148,4	124 400,6	(34 252,2)

⁽¹⁾ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

Élément 01 - Investissement-Québec

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour financer en partie les dépenses de fonctionnement d'Investissement-Québec et pour assumer le coût des mandats gouvernementaux.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
		(000 \$)	
<u>Budget de dépenses</u>			
Transfert	78 748,4	84 200,6	(5 452,2)
Créances douteuses et autres	-	39 000,0	(39 000,0)
Total	78 748,4	123 200,6	(44 452,2)
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	78 748,4	123 200,6	(44 452,2)
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

L'écart de 44,5 M\$ s'explique par la baisse des dépenses de créances douteuses et par une réduction des frais d'intérêts chargés sur les mandats gouvernementaux.

Élément 02 - Garanties de prêts aux entreprises de la nouvelle économie

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis à titre de provisions pour mauvaises créances dans le cadre du programme de financement intérimaire, par émission de titres de garantie de prêt, des crédits d'impôt remboursables placés sous la responsabilité du Bureau de développement de la nouvelle économie.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
		(000 \$)	
<u>Budget de dépenses</u>			
Créances douteuses et autres	3 500,0	-	3 500,0
Total	3 500,0	-	3 500,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	3 500,0	-	3 500,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

Ce programme est mis en œuvre à compter de 1999-2000.

Élément 03 - Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis afin de supporter les investisseurs dans leurs démarches d'implantation dans la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel et d'offrir un guichet unique multiservices aux entreprises.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES			
	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Transfert	5 500,0	-	5 500,0
Total	5 500,0	-	5 500,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	5 500,0	-	5 500,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

Fait suite à la création de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel annoncée au Discours sur le Budget 1999-2000.

Élément 04 - Frais relatifs au "chèque emploi service"

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer les frais relatifs au service offert aux bénéficiaires de l'allocation directe du MSSS.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Fonctionnement excluant l'Amortissement	4 053,0	4 400,0	(347,0)
Amortissement	-	-	-
Total	4 053,0	4 400,0	(347,0)
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux</u>	4 053,0	4 400,0	(347,0)
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			
Moins: Crédits permanents ⁽¹⁾	4 053,0	4 400,0	(347,0)
<u>Crédits à voter</u>	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6).

Explications des variations budgétaires

Cette diminution de 347,0 \$ s'explique par une révision de la prévision de dépense qui tient compte de la dépense probable 1998-1999.

Élément 05 - Aide aux organismes et entreprises engagés dans le développement de l'économie

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour soutenir les projets d'organismes et d'entreprises engagés dans le développement de l'économie, dont CFI-Montréal et l'Institut de finance mathématique.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Transfert	2 400,0	1 200,0	1 200,0
Total	2 400,0	1 200,0	1 200,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter</u>	2 400,0	1 200,0	1 200,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

Explications des variations budgétaires

Les crédits 1988-1999 se chiffraient à 2 200,0 \$ dont 1 000,0 \$ étaient au Fonds de suppléance du Conseil du trésor.

VIII - PROGRAMME 08

**FONDS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT
PRIVÉ ET LA RELANCE DE L'EMPLOI**

**PROGRAMME 08 - FONDS POUR L'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT
PRIVÉ ET LA RELANCE DE L'EMPLOI**

Objectif du programme

Ce programme vise à offrir différentes formes de soutien financier pour stimuler l'investissement et la relance de l'emploi. Il vise prioritairement les projets de plus de 10,0 M\$ ou créant plus de 100 emplois, notamment dans le secteur manufacturier, les technologies de pointe et les ressources naturelles.

Ce programme se compose d'un seul élément de programme : Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Transfert	161 690,0	87 090,0	74 600,0
Créances douteuses et autres	29 000,0	29 000,0	-
Total	190 690,0	116 090,0	74 600,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits à voter *</u>	190 690,0	116 090,0	74 600,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Explications des variations budgétaires

La hausse de 74,6 M\$ s'explique par une augmentation de l'enveloppe d'engagements du programme sur 5 ans annoncée aux Discours sur le budget 1998-1999 et 1999-2000. L'augmentation des dépenses est nécessaire afin de pourvoir aux déboursés sur les engagements pris depuis la création du programme et ceux prévus au cours de la prochaine année

IX - PROGRAMME 09

PROVISION POUR DES INITIATIVES CONCERNANT LES REVENUS

PROGRAMME 09 - PROVISION POUR DES INITIATIVES CONCERNANT LES REVENUS

Objectif du programme

Ce programme vise à financer des projets spécifiques ayant pour buts de percevoir les revenus dus au gouvernement ou de mettre en place des mesures de tarification.

TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000 ET 1998-1999 PAR ÉLÉMENTS

Éléments	1999-2000			1998-1999	Variation
	Budget de dépenses	Moins: Amortissement	Plus: Investissements	Crédits Totaux	Crédits Crédits
			(000 \$)		
01- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères, en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement *	34 453,4	-	-	34 453,4	41 000,0 (6 546,6)
02- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères, en vue de réaliser des mesures de tarification *	10 000,0	-	-	10 000,0	- 10 000,0
	<u>44 453,4</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>44 453,4</u>	<u>41 000,0</u> <u>3 453,4</u>
Crédits à voter				44 453,4	41 000,0 3 453,4

- Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Élément 01 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères, en vue de percevoir les revenus dus au gouvernement

À cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour financer des projets des ministères et organismes qui ont pour but de percevoir les revenus dus au gouvernement.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
		(000 \$)	
<u>Budget de dépenses</u>			
Fonctionnement excluant l'Amortissement	34 453,4	41 000,0	(6 546,6)
Amortissement	-	-	-
Total	34 453,4	41 000,0	(6 546,6)
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux *</u>	34 453,4	41 000,0	(6 546,6)
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Explications des variations budgétaires

La diminution des crédits s'explique par le fait qu'un nouvel élément de programme a été créé qui regroupe les projets de tarification des ministères et organismes.

Élément 02 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit des ministères, en vue de réaliser des mesures de tarification

À cet élément de programme sont inscrits les crédits visant à augmenter en cours d'exercice les dépenses des ministères lorsqu'ils réalisent des mesures de tarification.

**TABLEAU COMPARATIF DES CRÉDITS 1999-2000
ET 1998-1999 PAR SUPERCATÉGORIES**

	1999-2000	1998-1999	Variation
	(000 \$)		
<u>Budget de dépenses</u>			
Fonctionnement excluant l'Amortissement *	10 000,0	-	10 000,0
Amortissement	-	-	-
Total	10 000,0	-	10 000,0
<u>Budget d'investissements</u>	-	-	-
<u>Crédits totaux *</u>	10 000,0	-	10 000,0
(Budget de dépenses moins l'amortissement plus le budget d'investissements)			

- * Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

Explications des variations budgétaires

L'augmentation des dépenses de 10,0 M\$ résulte de la mise en place d'une nouvelle provision annoncée au Discours sur le budget 1999-2000 visant la reconnaissance des initiatives des ministères en matière de tarification des utilisateurs de leurs services : compensation pour dépenses administratives additionnelles ou financement de dépenses additionnelles récupérées par la tarification.

X - LES FONDS SPÉCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT

Le Fonds de financement, constitué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), permet, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement, d'effectuer des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial: prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999			
	Prévisions 1999-2000	Probables 1998-1999	Variations 1999-2000 vs 1998-1999
	(000 \$)		
Revenus	322 333,0	456 384,0	(134 051,0)
Dépenses	321 547,0	451 382,0	(129 835,0)
Excédent (Déficit)	786,0	5 002,0	(4 216,0)
Investissement	-	-	-
Effectif (ETC)	16	16	-

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Le Fonds des technologies de l'information du Ministère des Finances, constitué en vertu du décret 1540-96 du 11 décembre 1996, permet le financement de la totalité des dépenses engagées par le ministère dans le cadre des projets d'investissement en technologies de l'information et des travaux de mise à niveau des actifs informationnels. Ces investissements ou travaux se caractérisant par une durée limitée et apportant des avantages futurs découlant notamment d'une augmentation de la productivité, d'une réduction des coûts ou d'une combinaison de ces éléments.

Au cours du prochain exercice, le Ministère prévoit recourir à son Fonds des technologies de l'information pour un montant de 6,4 M\$. Les deux principaux projets visés par ces investissements sont l'implication du Contrôleur des finances dans le projet Gestion intégrée des ressources (GIREs) et la poursuite du projet Gestion active de la dette et du financement (GADF).

Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial: prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999			
	Prévisions 1999-2000	Probables 1998-1999	Variations 1999-2000 vs 1998-1999
	(000 \$)		
Revenus	1 149,8	742,4	407,4
Dépenses	1 149,8	742,4	407,4
Excédent (Déficit)	-	-	-
Investissement	6 407,3	4 780,5	1 626,8
Effectif (ETC)	-	-	-

FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX

Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux. Il est constitué principalement des sommes versées par le ministère du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel. Ces montants sont répartis entre la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) et les titulaires d'une licence de courses visés par la Loi sur les courses (L.R.Q., c. C-72.1).

Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial: prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999			
	Prévisions 1999-2000	Probables 1998-1999	Variations 1999-2000 vs 1998-1999
	(000 \$)		
Revenus	13 500,0	13 500,0	-
Dépenses	13 500,0	13 500,0	-
Excédent (Déficit)	-	-	-
Investissement	-	-	-
Effectif (ETC)	-	-	-

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 en vertu de la Loi constituant un fonds spécial olympique (L.Q., 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il tire de la taxe spéciale sur le tabac sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

Tableau comparatif sur les opérations et investissements du fonds spécial:
prévisions 1999-2000 et probables 1998-1999

	Prévisions 1999-2000	Probables 1998-1999	Variations 1999-2000 vs 1998-1999
	(000 \$)		
Revenus	69 800,0	66 904,4	2 895,6
Dépenses	61 340,0	63 855,3	(2 515,3)
Excédent (Déficit)	8 460,0	3 049,1	5 410,9
Investissement	-	-	-
Effectif (ETC)	-	-	-